



Déclaration liminaire CCRAFCA du 7 décembre 2021 à Saint-Maximin

Cette instance s'occupe de la Formation Continue des Adultes mais aussi de l'apprentissage c'est pourquoi nous souhaitons ici faire une déclaration à ce sujet. La FSU est choquée par le niveau du dialogue social mis en œuvre sur ce sujet par Élisabeth Borne et le premier ministre. La FSU, pourtant l'organisation majoritaire dans le champ de la formation initiale, est écartée des 5 GT qui se mettent en place pour adapter la fameuse loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». Nous pensons qu'il y a une urgente nécessité à renouveler des instances de concertation et de discussions sur les questions de formation professionnelles des jeunes en y intégrant les organisations qui sont représentatives sur cette problématique.

Nous pensons qu'il faut arrêter de verser des aides exceptionnelles aux entreprises qui font de l'apprentissage car d'une part cela met en danger la formation professionnelle sous statut scolaire et d'autre part cela creuse le déficit de France compétences par la multiplication des contrats d'alternance non financés par les entreprises ou les branches. Pour la FSU il est hors de question de ponctionner le budget de l'EN ou de l'enseignement agricole pour financer ce déficit, comme l'envisage la ministre du travail. Alors qu'elle rappelle que l'apprentissage relève de la formation initiale, elle continue à écarter des discussions la FSU pourtant bien représentative des personnels qui interviennent dans la FI. Enfin nous nous interrogeons sur l'efficacité des plans mis en œuvre en faveur des jeunes (Plan d'investissement dans les Compétences ; 1 jeune, 1 solution). En rapportant le nombres de jeunes qui auraient trouvé une solution, au passage aucune présentation de chiffres à ce sujet en région paca, aux milliards injectés, le bilan n'est pas à la hauteur de l'argent public investi. Nous restons du coup très inquiets sur la situation des jeunes sans formation, ni diplôme, ni travail. Il est urgent face à cette situation d'arrêter de confondre politique de formation et politique de lutte contre le chômage.

Sur la réunion de ce jour nous voulons vous signaler, M le Recteur, la transmission de documents assez indigestes d'abord rapport aux différents sujets traités et d'autre part par rapport à ce qui nous a été dit lors du GT du 25 novembre dernier. Il a été évoqué des grilles indiciaires communes, deux types d'indemnités pour certains personnels dont les montants ne nous sont toujours pas fournis, les grands principes d'un recrutement régional des CFC pas écrits de façon claire. Nous ne sommes pas venus aujourd'hui pour prendre des notes...

Cette vision voire cette accélération régionale dans ce service nous pose questions mais avec ce niveau de document c'est de l'inquiétude qui nous envahit. Nous en sommes restés en ce qui nous concerne à vos déclarations, M le Recteur, nous expliquant que le niveau régional propose une politique et que la mise en œuvre se fait au niveau de chaque académie avec une gestion académique des personnels. Les propositions aujourd'hui vont

bien au-delà. Nous ne sommes pas encore convaincus du bien-fondé d'aller plus loin et l'indigence des documents ne va pas y aider.

Concernant l'évolution d'une partie du réseau régional sur le territoire de l'académie de Nice, nous sommes très interrogatifs sur la volonté de mettre fin à un GRETA mono filière dans la branche Tourisme Hôtellerie Restauration. Si les choses peuvent se comprendre d'un point de vue financier, nous sommes très dubitatifs sur les autres aspects.

Nous serons pour la FSU très vigilant sur plusieurs points :

- ◆ l'engagement de maintenir l'emploi c'est-à-dire pour nous aucun licenciement ni mobilité géographique forcée ;
- ◆ le maintien des sites existants ;
- ◆ le travail qui doit être poursuivi voire amplifié avec la branche professionnelle ;
- ◆ la nécessité d'anticiper les éventuelles conséquences sur la démarche qualité et le portage des marchés.